Nations Unies A/58/755–S/2004/277

Assemblée générale
Conseil de sécurité

Distr. générale
2 avril 2004
Français
Original: anglais

Assemblée générale
Cinquante-huitième session
Points 28 et 40 f) de l'ordre du jour

La situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales

Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire et des secours en cas de catastrophe fournis par les organismes des Nations Unies, y compris l'assistance économique spéciale : assistance internationale d'urgence pour le rétablissement de la paix et de la normalité en Afghanistan et pour la reconstruction de ce pays dévasté par la guerre

Conseil de sécurité
Cinquante-neuvième année

Lettre datée du 16 décembre 2003, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Liechtenstein auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le rapport d'une réunion internationale d'experts sur le thème « Consolider la sécurité et l'État en Afghanistan – une évaluation critique », organisée au Woodrow Wilson School, Université de Princeton, du 17 au 19 octobre 2003, par le Liechtenstein Institute for Self-Determination (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 28 et 40 f), et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(*Signé*) Christian **Wenaweser**

04-29803 (F) 070404 070404

Annexe à la lettre datée du 16 décembre 2003, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Liechtenstein auprès de l'Organisation des Nations Unies

Séminaire spécial organisé par le Liechtenstein Institute on Self-Determination à l'Université de Princeton

Consolider la sécurité et l'État en Afghanistan – une évaluation critique

Woodrow Wilson School, Université de Princeton, 17-19 octobre 2003

Résumé des travaux établi par le Président

Introduction

Une conférence sur le thème « Consolider la sécurité et l'État en Afghanistan – une évaluation critique » s'est tenue au Woodrow Wilson School de l'Université de Princeton, du 17 au 19 octobre 2003. D'éminents spécialistes de l'Afghanistan et des représentants du Gouvernement afghan y ont fait une évaluation de la situation actuelle de la consolidation de l'État et des préoccupations immédiates en matière de sécurité en Afghanistan et dans la région. Les travaux ayant été conduits en application stricte des règles de Chatham House, les déclarations résumées ci-après ne sont donc pas attribuables aux participants à titre individuel.

Résumé des travaux

Les participants se sont accordés à reconnaître qu'en Afghanistan, les besoins en matière de sécurité et d'édification de l'État et de la société sont urgents et intimement liés et qu'il faut des solutions d'ensemble. Soulignant que la sécurité et l'édification de l'État vont de pair, les participants ont demandé qu'une assistance financière internationale immédiate et efficace soit fournie dans l'un et l'autre cas. Ils ont notamment demandé à la communauté internationale de fournir l'assistance promise et de consacrer maintenant davantage de ressources au renforcement des structures de police et de la capacité militaire de l'Afghanistan pour que les dispositions nécessaires soient prises, notamment en matière d'inscription des électeurs et de campagne d'éducation civile, pour assurer des élections équitables et libres en juin 2004. Les participants ont également souligné que l'Afghanistan est un État souverain et que la communauté internationale ne peut que l'aider, par son assistance, à devenir un membre à part entière de cette communauté. En fin de compte, toute politique devrait être appliquée « par les Afghans, pour les Afghans et pour l'Afghanistan ».

On trouvera ci-après un récapitulatif des principales préoccupations exprimées par les participants.

Sécurité

Sécurité générale

Résumé : Beaucoup a certes été fait pour améliorer la sécurité et la stabilité en Afghanistan mais pour les Afghans, la sécurité continue d'être la principale préoccupation. Les participants s'accordent à reconnaître que les chefs de guerre et les commandants régionaux posent maintenant une menace potentiellement plus grande du fait de la diffusion du pouvoir non démocratique. Alors que l'accroissement des activités des équipes provinciales de reconstruction est nécessaire et souhaitable, ces dernières n'ont guère de moyens d'assurer la sécurité à court terme.

- *Différents types d'équipes provinciales de reconstruction pour différents besoins* – Il n'y a pas de solution universelle en matière de planification, chaque région présentant des besoins distincts comme en témoigne le concept allemand d'équipes provinciales de reconstruction. D'aucuns ont également indiqué que le concept à l'origine des équipes provinciales de reconstruction va au-delà de la simple présence de soldats assurant la sécurité et suppose qu'une assistance soit fournie pour la consolidation de la société civile et des institutions publiques.

- *Mécanismes de coordination entre les différentes structures de sécurité* – Plusieurs participants ont souligné qu'il faudrait créer un mécanisme de coordination pour accroître la coopération entre les différentes structures de sécurité (FIAS élargie, DDR et équipes provinciales de reconstruction) et les diverses institutions afghanes. Le Conseil national de sécurité, coordonnateur de toutes les activités de réforme du secteur de la sécurité au titre de la stratégie du G-8, devrait offrir ce mécanisme.

- *Formation continue des fonctionnaires nécessaire* – Certains participants ont souligné qu'il fallait poursuivre la formation du personnel diplomatique et des fonctionnaires, qui est indispensable pour le renforcement des capacités, la sécurité et la coopération.

- *Mettre fin au pouvoir des commandants régionaux chefs de guerre* – Certains participants ont estimé que les forces de sécurité devaient s'employer à mettre fin au pouvoir des commandants régionaux qui sont chefs de guerre. Les forces de sécurité devraient ainsi faire la distinction entre les chefs de guerre et les détenteurs de pouvoir jouissant d'une assise populaire légitime et soutenir ces derniers contre les premiers.

- *Situation en matière de sécurité de plus en plus préoccupante dans le sud-est de l'Afghanistan* – Les participants ont examiné la situation en matière de sécurité dans le sud-est de l'Afghanistan et les risques croissants que courent les organisations non gouvernementales en activité dans la région. Celles-ci estiment qu'elles travaillent dans un environnement caractérisé par l'insécurité alors que le Gouvernement afghan et la communauté internationale reconnaissent que les activités que ces organisations mènent dans cette région et les programmes qu'elles exécutent sont indispensables pour assurer le bien-être social et une présence positive du gouvernement central et de la communauté internationale, donnant ainsi l'espoir aux populations de mener d'autres modes de vie qui n'impliquent pas une collaboration avec les Taliban.

Toutefois, plusieurs participants ont souligné que la sécurité dans la région pourrait se détériorer davantage avant que les forces afghanes et internationales ne puissent prendre des mesures plus efficaces pour y faire face.

Désarmement, démobilisation et réinsertion

Résumé :

- *Une réforme des institutions chargées de la sécurité est nécessaire pour assurer le succès du processus de DDR* – Il importe de reconnaître que le succès du processus de DDR est lié à la mise en place et à la réforme des institutions chargées de la sécurité.
- *La réinsertion est l'élément le plus important du processus de DDR* – Force est de reconnaître que la réinsertion est l'élément le plus important du processus, car le désarmement et la démobilisation ne peuvent réussir sans réinsertion. Les programmes de réinsertion devraient par conséquent occuper une place de choix dans le processus.
- *La réinsertion devrait également viser à offrir des possibilités aux commandants régionaux* – En l'absence de combats, les troupes deviennent une charge plutôt qu'un atout pour de nombreux commandants régionaux. Si des mécanismes pouvaient être mis en place pour intégrer les commandants régionaux à l'économie, ils pourraient fournir de meilleurs emplois à leurs partisans.
- *Un processus de DDR pour Kaboul également* – Il faudrait également prévoir Kaboul dans le processus de DDR. Les Accords de Bonn prévoyaient le désarmement immédiat des milices à Kaboul; ce n'est pas encore le cas, les milices, dont certains groupes attachés à des membres éminents du gouvernement actuel, se trouvent toujours dans la capitale.

Production et trafic de drogues

Résumé : La lutte contre le trafic de drogues doit être une priorité car la production de pavot pourrait compromettre la stabilité politique en Afghanistan. La solution à ce problème tient notamment à la mise en place d'une économie et d'un État afghans plus forts, à la satisfaction de la demande internationale et à la création d'un mécanisme régional de contrôle.

- *Créer d'autres options économiques à la culture du pavot* – La production d'opium en Afghanistan résulte d'une économie faible et de la demande. Créer d'autres options économiques viables à la production de pavot est un facteur déterminant de l'élimination de la production de drogues.
- *Mise en place d'un bureau régional de coordination de la lutte contre les stupéfiants* – Certains participants ont proposé la création d'un bureau régional de coordination des programmes de lutte contre les stupéfiants. Les programmes actuels manquent de fonds pour lutter efficacement contre le trafic à grande échelle.
- *Sensibiliser l'opinion aux conséquences de l'abus de drogues en Afghanistan* – Il importe de faire connaître les effets de l'utilisation croissante de drogues

sur les Afghans, et susciter ainsi un mouvement public contre la drogue dans le pays.

- *Effort multilatéral de lutte contre la narcomafia* – Certains participants ont fait observer qu'un effort multilatéral concerté doit être entrepris pour faire face aux liens croissants et synergiques entre la narcomafia et les réseaux terroristes existants. Un effort soutenu des gouvernements clefs est souhaitable car aucun pays ne peut seul y trouver remède.

Contrôle aux frontières

Résumé : Les participants étaient d'avis qu'il faut un mécanisme pour coordonner les efforts régionaux de contrôle aux frontières entrepris par l'Afghanistan et ses voisins. La République islamique d'Iran a récemment mis en place 25 postes frontière dotés de policiers antidrogues bien payés pour lutter contre le commerce des drogues, ce qui pourrait servir d'exemple.

- *Davantage d'efforts nécessaires pour résoudre les problèmes frontaliers entre l'Afghanistan et le Pakistan* – Plusieurs participants ont fait état de signes d'une coopération accrue avec le Pakistan en matière de sécurité aux frontières, en particulier dans le cadre de la Commission tripartite, alors que, pour d'autres, davantage doit être fait. Les principales préoccupations ont trait au fait que des éléments d'Al-Qaida et des Taliban traversent la frontière très poreuse.

Réforme de la fonction publique et de la police

Résumé : On s'est accordé à reconnaître qu'une réforme de la structure des salaires de la fonction publique s'impose. Un salaire décent doit être régulièrement versé aux agents de police et aux administrateurs civils. C'est en fournissant des incitations appropriées à une administration compétente à même d'assurer les prestations de services de base et la sécurité qu'on évitera la corruption. La communauté internationale devrait appuyer la réforme générale de la fonction publique qui a débuté et qui devrait être renforcée. Une fonction publique compétente est indispensable à l'avènement d'un Afghanistan stable et indépendant.

- *Créer une école d'administration publique* – Certains participants ont proposé la création d'une école d'administration publique chargée de dispenser une formation de base à tous les fonctionnaires à tous les niveaux, en particulier pour la mise en place d'une administration fiscale assortie d'incitations et d'examens au mérite.

- *Fournir les services de base dans tous les districts* – L'administration doit fournir et donner l'impression qu'elle fournit les services de base dans tous les districts. Il faut rapidement mettre en place l'infrastructure de base, avec les moyens de communication et l'appui technologique nécessaires pour assurer efficacement les communications entre les pouvoirs publics et l'administration au niveau local.

- *Améliorer le recouvrement des recettes* – Pour garantir des salaires décents et réguliers, il faut établir une base de recettes correcte. Ces recettes sont disponibles, en particulier dans le secteur du commerce frontalier; il faudra donc faire en sorte qu'elles soient garanties.

- *Accroître le nombre de centres de formation de la police* – Les centres de formation de la police des équipes provinciales de reconstruction constituent un élément important dont la mise en place doit être accélérée. L'Allemagne est disposée à fournir les fonds nécessaires immédiatement pour le démarrage des centres provinciaux. D'une manière générale, davantage de ressources financières sont nécessaires pour accélérer la formation de la police et des fonctionnaires. Plus il y aura d'agents de police formés maintenant, plus rapidement les Afghans pourront assurer les services de police ainsi que la gestion et l'administration de leur pays.

Édification de l'État

Cadre de gouvernement et élaboration de la Constitution

Résumé : Les divers groupes ethniques doivent participer au futur cadre garanti par la Constitution. Il faut créer une nouvelle image de la politique afghane, caractérisée par une importante participation des Pashtouns et des non-Pashtouns. Certains participants étaient d'avis qu'un système de représentation proportionnelle était le meilleur moyen d'atteindre cet objectif.

- *Les risques d'un système présidentiel fort* – Plusieurs participants ont estimé que l'Afghanistan nécessite une démocratie consociative, c'est-à-dire un système doté de structures institutionnelles visant à assurer le partage du pouvoir entre différents groupes sociaux (proportionnalité, coalition, veto mutuel, etc.) ainsi qu'un régime politique délibératif et participatif. Ils ont soutenu qu'un système présidentiel centralisé ne tenait pas compte des réalités historiques et pourrait engendrer l'instabilité à long terme.

- *Antagonisme entre stabilité et démocratie* – La stabilité et la démocratie sont parfois antagoniques. L'Afghanistan et les donateurs doivent définir plus clairement une politique qui indique les difficultés que doivent surmonter les Afghans pour assurer la stabilité et la démocratie. Cet antagonisme doit transparaître dans la Constitution.

- *Accélérer la consolidation des ministères* – Il faudrait accélérer la consolidation prévue des ministères, plusieurs d'entre eux exerçant les mêmes fonctions sans un mandat ou un programme de travail clairement défini. La création d'un ministère de l'économie est indispensable et devrait intervenir immédiatement.

- *Élaborer un programme d'action consécutif au processus de Bonn* – Certains participants ont estimé qu'il fallait un nouveau cadre pour la coopération internationale et l'appareil d'État, qui serait mis en place grâce à un autre processus semblable à celui de Bonn. Les participants ont recommandé que ce nouveau cadre ait un caractère formel pour assurer la transparence, fournir de meilleures informations à la population et favoriser la consultation avec le public. Il faudrait organiser une conférence internationale pour élaborer un programme de travail consécutif au processus de Bonn pour les cinq prochaines années. Il faudrait, dans ce cadre, veiller à ce que l'expansion de la FIAS s'inscrive dans le cadre du programme politique défini à Bonn. On a encouragé l'établissement immédiat d'un calendrier applicable pour la

coordination des critères de sécurité avec les efforts de reconstruction (processus de Bonn et de Tokyo).

Processus électoral et calendrier

Résumé : Le Gouvernement afghan et les partenaires internationaux doivent réfléchir aux répercussions de tout report des élections. Il faudrait, pour ce faire, mettre en balance la non-satisfaction des attentes et des critères politiques définis à Bonn et des facteurs comme la sécurité et les événements politiques qui pourraient empêcher la tenue d'élections libres et équitables ainsi que les répercussions d'une élection inéquitable ou qui ne produit pas les résultats escomptés.

- *Veiller à ce que les critères établis pour des élections libres et équitables en juin 2004 soient satisfaits* – Plusieurs participants se sont inquiétés de ce que les critères définis dans le rapport du Secrétaire général en date de juillet 2003, qui devaient être satisfaits pour que des élections libres et équitables se tiennent, pourraient ne pas être respectés.

- *Les élections de juin pourraient renforcer les différentes sphères d'influence actuelles* – Certains participants se sont préoccupés de ce que l'échéance de juin 2004 ne donne pas suffisamment de temps pour assurer une plus grande diversité des acteurs politiques et la participation de groupes marginalisés tels que les femmes et certains groupes ethniques. Il faut du temps et un appui pour appliquer la nouvelle loi relative aux partis politiques. À l'heure actuelle, pour de nombreux Afghans, les partis politiques sont synonymes d'une affiliation à un chef de guerre. En l'absence d'éléments politiques nouveaux, les détenteurs actuels du pouvoir l'emporteront probablement, ce qui renforcerait les sphères d'influence actuelles.

- *Le report des élections pourrait susciter une désaffection de la population* – D'autres participants ont soutenu que les Afghans ordinaires attendaient les élections et que tout report engendrerait une perte de confiance dans le gouvernement actuel. En outre, ont souligné ces participants, la prochaine élection n'est que la première d'une série, le processus étant appelé à s'améliorer au fil du temps.

- *La population doit être informée davantage du processus électoral* – Il faut une campagne d'information plus soutenue pour permettre à la population de mieux comprendre la démocratie et le processus électoral et pour montrer que la communauté internationale est présente pour l'appuyer.

- *Le rôle des différentes forces de sécurité pendant les élections doit être clairement défini* – Il convient de préciser le rôle des différentes forces de sécurité pendant la préparation et la tenue des élections afin de prévenir toute corruption.

- *Des ressources financières sont nécessaires d'urgence pour préparer les élections* – Il faut d'urgence dégager suffisamment de ressources pour préparer les élections. Celles-ci sont prévues pour juin 2004 alors que le déficit de ressources pour les programmes tels que l'inscription des électeurs étaient de l'ordre de 80 % en octobre 2003. Si la communauté internationale est réellement attachée à la tenue d'élections libres et équitables en Afghanistan, elle doit *immédiatement* financer ces programmes.

Économie

Résumé : La reconstruction effective de l'Afghanistan exige un plan économique plus cohérent et un changement de cadre d'affaires. Un environnement peu propice conjugué à des problèmes de gouvernance a empêché les investissements étrangers, même lorsque certaines personnes étaient disposées à investir.

- *Élaborer un plan économique* – Il faut élaborer un plan global de développement économique. Certains participants ont estimé qu'un ministère de l'économie et du commerce est nécessaire pour orienter et engager le processus.
- *Amélioration du cadre des affaires* – L'investissement étant un élément essentiel du développement, certains participants ont estimé que le Gouvernement devait faire de la promotion d'un cadre d'affaires propice une priorité. Les efforts devraient être axés sur l'amélioration de l'infrastructure, la sécurité de la propriété intellectuelle et la lutte contre la corruption et la bureaucratie. En outre, le Gouvernement devrait prendre des mesures pour limiter le contrôle de l'État sur l'économie.
- *Meilleure utilisation du secteur privé, notamment comme un moyen d'attirer la diaspora* – Les organisations internationales devraient tirer le meilleur parti du secteur privé comme moteur du développement. On pourrait aussi, par cette méthode, amener la diaspora afghane à y participer davantage.
- *Étudier la possibilité d'un développement inéquitable* – Certains participants se sont demandé si l'ouverture aux marchés internationaux n'engendrerait pas un développement inéquitable et des problèmes de répartition; il fallait donc étudier minutieusement la situation.
- *Renforcer la reconstruction sur le plan psychologique* – Certains participants ont soutenu qu'il fallait renforcer la reconstruction sur le plan psychologique en offrant des emplois à la population, en trouvant des solutions aux problèmes liés au revenu et au niveau de vie et en encourageant une économie à forte intensité de main-d'oeuvre.

Intérêts régionaux et communauté internationale

Résumé : Les participants se sont accordés à reconnaître que la communauté internationale devrait continuer à s'intéresser à la reconstruction de l'Afghanistan car beaucoup restait à faire.

- *L'Iraq détourne-t-il l'attention de l'Afghanistan?* Certains participants se sont inquiétés de ce que l'Iraq est devenu la principale préoccupation dans certaines capitales dont la participation active est primordiale et que l'Afghanistan risque de perdre tout intérêt. Toutefois, d'autres participants ont estimé que non seulement les deux cas – très différents – suscitent un intérêt différent mais aussi l'expérience des États-Unis en Iraq a réorienté l'attention vers l'Afghanistan.
- *Les voisins de l'Afghanistan ont-ils intérêt à ce que l'Afghanistan soit stable?* Certains participants se sont préoccupés de l'influence de certains pays voisins de l'Afghanistan alors que pour d'autres un Afghanistan stable sert les intérêts de ses voisins. D'autres encore ont indiqué que cela ne signifie pas que

l'action des gouvernements ou d'autres éléments de ces pays n'avait pas d'effets déstabilisateurs.